

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASTEL'LOC

35 CHEMIN DES MOULINS
47700 Casteljaloux

Références : OD/Ubd24-47/2025/186
Code AIOT : 0100299306

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement CASTEL'LOC implanté 35 CHEMIN DES MOULINS 47700 Casteljaloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une plainte pour nuisances liées à des envols de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTEL'LOC
- 35 CHEMIN DES MOULINS 47700 Casteljaloux
- Code AIOT : 0100299306
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est l'ancien moulin de Gers Farine, installation classée pour la protection de l'environnement sous le régime de la déclaration (broyage-concassage de substances végétales) le 13 août 1982 au nom de la SA Laurans, puis repris par la SA Gers Farine le 11 avril 2006 en partie, et la SCA Terre du Sud pour du stockage de céréales. La cessation a été déclarée en 2014 pour un arrêt d'activité en 2008.

Aujourd'hui seul des bâtiments de type industriel et tours de manutention composent sur le site. Des bungalows servent de bureaux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Gers Farine a transmis en 2014 un dossier de mise en sécurité du site complété d'un diagnostic environnemental pour ses activités arrêtées en 2008. Ce diagnostic révèle une pollution du sous-sol en Eléments Traces Métalliques (ETM), hydrocarbures Totaux (HCT) et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) dont les valeurs sont légèrement supérieures aux valeurs de références. Le schéma conceptuel ne révèle pas de risque dans la mesure où il n'est pas identifié d'enjeu. Les sources de pollutions sont compatibles à un usage industriel. Le rapport conclut à la transmission de la mémoire des sources et type de pollution.

Le site était soumis au régime de la déclaration pour Gers Farine et non classable pour Terre du Sud, ainsi, l'usage futur industriel relevé le jour de l'inspection est compatible avec l'usage prévu au titre des ICPE à déclaration (type industriel) exploité précédemment.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence d'une ICPE	Code de l'environnement du 25/07/2025, article L511-1	Sans objet
2	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 25/07/2025, article L511-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne relève pas le jour de l'inspection de la police des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les activités étant sous les seuils des régimes classables. La police relève de celle des pouvoirs du maire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/07/2025, article L511-1

Thème(s) : Situation administrative, gestions de déchets
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre (ICPE) les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. (...)
Constats : Il demeure sur cet ancien site industriel de minoterie, des bâtiments qui servaient aux activités de stockage et de traitement de céréales (bâtiments industriels, tours d'élévation des céréales). Il y est maintenant exercé une activité de location réparation de matériel de travaux public dans les bâtiments. A l'extérieur des stockages de matériaux de déchets du BTP et autres déchets de bois sont réalisés. Les déchets du BTP sont traités par campagne au moyen d'un concasseur mobile.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les dispositions de l'urbanisme lui permettent d'exercer ces activités. Cette disposition ne relève pas de la police relative aux installations classées, mais celle des pouvoirs de police du maire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/07/2025, article L511-2
Thème(s) : Situation administrative, installations de traitement de déchets
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : Les activités de réparations mécanique dites "garage" sont à classer à la rubrique 2930 lorsque la surface de l'atelier où s'effectue la réparation et/ou l'entretien est supérieur à 2000 m ² . La surface relevée sur le site le jour de l'inspection est d'environ 100 m ² . L'activité sur le site n'est donc pas classable.

Les activités de transit-regroupement de déchets peuvent être classables à la rubrique :

- 2714 : installation de tri-transit-regroupement de déchets de bois (...) pour un volume supérieur à 100m³. Le volume relevé sur le site le jour de l'inspection est d'environ 50 m³. L'activité sur le site n'est donc pas classable.

- 2517 : installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux inertes (pierre, cailloux, parpaings, béton) pour une surface supérieure à 5000m². La surface relevée sur le site le jour de l'inspection est d'environ 1000 m². L'activité sur le site n'est donc pas classable.

L'activité de broyage-concassage de déchets non dangereux inertes est classable lorsque le concasseur à une puissance supérieure à 40 kW. Le concasseur est inférieur à cette puissance le jour de l'inspection. L'activité sur le site n'est donc pas classable.

Type de suites proposées : Sans suite